



Centre Hospitalier Universitaire de BESANCON
3, Bd Alexandre Fleming
25000 BESANCON



Travaux de mises aux normes de la crèche
du Centre Hospitalier Universitaire Jean MINJOZ

LOT : SOL PVC
CCTP
Cahier des Clauses Techniques Particulières

SOMMAIRE

<u>1</u>	<u>OBJET</u>	<u>4</u>
<u>2</u>	<u>GENERALITES</u>	<u>4</u>
2.1	TRAVAUX EN SITE OCCUPE ET RECONNAISSANCE DES LIEUX	4
2.2	DOCUMENTS TECHNIQUES REMIS	4
2.3	PRESTATIONS A REALISER	5
2.3.1	TROUS, SCELLEMENTS, ETC.,	5
2.3.2	COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT	7
2.4	NATURE ET COMPOSITION DU PRIX	7
2.5	MATERIAUX ET MARQUE COMMERCIALE	8
2.6	NORMES ET DTU	8
2.7	COORDINATION	12
2.8	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	12
2.9	NETTOYAGE DU CHANTIER	13
2.10	DISPOSITIONS RELATIVES AU CHANTIER	13
2.11	TRAVAUX AVEC INCIDENCES SUR L'EXISTANT	14
2.11.1	PERMIS DE TRAVAUX (PT)	14
2.11.2	DEMANDE D'AUTORISATION DE STOCKAGE (DAS)	14
2.11.3	FICHE D'AGREMENT MATERIELS ET MATERIAUX (FAM)	15
2.11.3.1	Principe de diffusion	15
2.11.4	DIMENSIONNEMENT DES MOYENS	15
2.11.5	DELAI D'EXECUTION	16
2.12	CHARTRE GRAPHIQUE	16
2.13	RECEPTION DES TRAVAUX	16
2.14	DOSSIER DOE	16
<u>3</u>	<u>PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES PRODUITS ET MATERIAUX : SOLS MINCES</u>	<u>17</u>
3.1	REGLEMENTATION EUROPEENNE, MARQUAGE CE	17
3.2	PRODUITS ET PROCEDES INNOVANTS	17
3.3	NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS EN GENERAL	18
3.4	SPECIFICATIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES MATERIAUX ET PRODUITS DE REVETEMENT DE SOL	18
<u>4</u>	<u>PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE : SOLS MINCES</u>	<u>20</u>
4.1	REGLES DE MISE EN ŒUVRE DES REVETEMENTS DE SOL	20
4.2	PRESCRIPTIONS DIVERSES CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE DES REVETEMENTS DE SOLS MINCES	21
4.3	PRESCRIPTIONS D'EXECUTION PARTICULIERES, EN REHABILITATION	22

5	DESCRIPTION DES TRAVAUX	23
5.1	BATIMENT CRECHE – UNITE DES BEBES – VERT	23
5.1.1	CHANGE TOILETTE 00-27 & VESTIAIRE 00-27A	23
5.1.1.1	Dépose du sol existant	23
5.1.1.2	Enduit de ragréage	23
5.1.1.3	Enduit de surfacage	24
5.1.1.4	Pose revêtement Sol PVC homogène	24
5.1.2	PERIODE D'INTERVENTION	25
5.2	BATIMENT CRECHE – UNITE DES MOYENS – BLEU	25
5.2.1	CHANGE TOILETTE 00-11 & VESTIAIRE 00-11A	25
5.2.1.1	Dépose du sol existant	25
5.2.1.2	Enduit de ragréage	25
5.2.1.3	Enduit de surfacage	26
5.2.1.4	Pose revêtement Sol PVC homogène	26
5.2.2	PERIODE D'INTERVENTION	27
5.3	BATIMENT CRECHE – UNITE DES GRANDS - ROUGE	27
5.3.1	CHANGE TOILETTE 00-19 & VESTIAIRE 00-19A	27
5.3.1.1	Dépose du sol existant	27
5.3.1.2	Enduit de ragréage	27
5.3.1.3	Enduit de surfacage	28
5.3.1.4	Pose revêtement Sol PVC homogène	29
5.4	BATIMENT CRECHE – UNITE DES GRANDS - ORANGE	29
5.4.1	PROPRETE 00-49	29
5.4.1.1	Soudure du revêtement de Sol du mural existant	29
5.4.1.2	Période d'intervention	30
5.4.2	DORTOIR 1 00-47	30
5.4.2.1	Pose revêtement Sol PVC homogène ouverture cloison porte	30
5.4.2.2	Période d'intervention	30
5.5	BATIMENT CRECHE – HALL ACCUEIL 00-36	30
5.5.1	ENDUIT DE RAGREAGE	30
5.5.2	ENDUIT DE SURFACAGE	31
5.5.3	POSE REVETEMENT SOL PVC HOMOGENE	31
5.5.4	PERIODE D'INTERVENTION	32

1 OBJET

Lieu : CHU BESANCON site Jean Minjoz **service crèche**

Description de l'opération :

L'opération doit mettre aux normes le bâtiment de la crèche conformément au décret de septembre 2021

Le présent cahier des charges a donc pour objet de définir les travaux nécessaires à cette opération et en particulier :

- La pose de sol pvc dans les sanitaires des 3 unités bleu – rouge – vert.
- La réfection des soudures du sol et du revêtement mural existant du sanitaire de l'unité orange.
- La pose d'un sol pvc dans le hall d'entrée.

2 GENERALITES

2.1 Travaux en site occupé et reconnaissance des lieux

Les travaux auront lieu en site occupé. Néanmoins les locaux de la crèche n'accueilleront pas d'enfants.

Les entreprises devront tenir compte de ce facteur dans leur intervention et dans leur organisation : protection des ouvrages adjacents, nettoyage journalier, tenue du personnel, respect des horaires, respect des dates et délais d'intervention, etc...

L'opérateur économique reconnaît avoir parfaitement apprécié les servitudes propres aux accès de chantier, aux servitudes d'implantation, d'approvisionnement et d'évacuation des matériaux.

Aucune modification de son forfait ne pourra lui être accordée pour une mauvaise appréciation de sa part. L'opérateur économique ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations du délai.

Par ailleurs, l'opérateur économique devra prévoir tous les moyens et prendre toutes les dispositions nécessaires à la protection et au respect de l'intégralité des ouvrages existants et des espaces extérieurs. Tous les dommages qui leurs seraient causés lui seront intégralement imputables. Une attention particulière sera nécessaire pour protéger les locaux occupés et respecter les plantations et tous les espaces végétalisés autour de l'emprise du chantier.

2.2 Documents techniques remis

Les documents joints à la consultation sont listés ci-dessous :

- Plan travaux du présent lot
- Descriptif travaux / DPGF du lot
- Planning travaux

2.3 Prestations à réaliser

Sauf dispositions contraires stipulées plus loin, sont incluses :

- Les protections provisoires de toutes natures, entre autre pour la sécurité du chantier: l'opérateur économique devra prévoir la mise en œuvre des dispositifs de sécurité.
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation complète de tous les ouvrages prévus à son marché y compris tout engin de levage ou travaux public nécessaires aussi bien en phase d'approvisionnement à pied d'œuvre qu'en phase travaux définitive. Tous les dispositifs de protection de sécurité individuelle ou collective.
- L'enlèvement des gravats et le nettoyage soigné du chantier après travaux
- La main d'œuvre et fournitures nécessaires pour toutes reprises, finitions, vérifications, réglages, etc.
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc.. nécessaires pour respecter les délais d'exécution.
- Tous les frais inhérents au gardiennage (si le titulaire le juge nécessaire) durant leur période de stockage et pendant toute la durée des travaux jusqu'à la réception des travaux.
- Tous les travaux visant à assurer la sécurité des utilisateurs du site pendant toute la durée des travaux (protection et balisage de la zone d'intervention);
- Tout autre frais nécessaire à la réalisation parfaite et complète des travaux.

2.3.1 Trous, scellements, etc.,

Chaque Entrepreneur aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporations au coulage, etc.... nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages relatifs à son lot.

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc.... devront être réservés au coulage par l'Entrepreneur du lot "Gros-œuvre", les refouillements, percements et autres "après coup" étant formellement interdits sans l'accord du Maître d'œuvre.

En conséquence, l'Entrepreneur devra, en temps utile, prendre toutes les dispositions pour prévoir, au coulage ou à la préfabrication, toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de ses ouvrages.

Dans les ouvrages en maçonnerie, tous les trous, percements, saignées, etc.... seront exécutés par les Entrepreneurs des lots concernés.

L'Entrepreneur aura à sa charge tous les travaux de perçement, démolition, scellements, calfeutremments, etc. Il veillera notamment aux scellements lors de passage dans les parois bétons, cloisons creuses.

Les scellements devront avoir une profondeur déterminée en fonction des efforts qu'ils auront à supporter compte tenu de l'épaisseur de l'ouvrage

Ils seront toujours arasés de 0.010 ml environ en retrait du nu fini afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.

Des plans de réservations seront remis aux corps d'état concernés faisant apparaître tous les détails et points particuliers d'exécution que le Maître d'Œuvre et le BET de contrôle jugeront utiles.

En général, les scellements se feront au mortier de ciment C.P. 325 & sable fin. Les cales en bois dans les scellements sont interdites.

Dans les parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques évitant les ponts thermiques.

Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute.

Dans le cas de cloisons en matériaux creux, les saignées et tranchées ne devront jamais pénétrer dans la paroi opposée du matériau creux.

Dans le cas de percements dans les éléments porteurs soumis à des contraintes importantes, l'Entrepreneur devra obtenir l'accord du Maître d'œuvre avant d'exécuter ces percements.

Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute.

Dans le cas de cloisons en matériaux creux, les saignées et tranchées ne devront jamais pénétrer dans la paroi opposée du matériau creux.

Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin et les cales en bois dans les scellements sont interdites.

Dans le cas de scellement dans parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.

Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.

Les scellements devront toujours être arasés de 10 mm environ en retrait du nu fini afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.

Les fourreaux seront en tube acier avec protection par galvanisation.

Ils seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus, sauf cas où, pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.

Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15 mm.

Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible mais, en aucun cas, il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.

Dans tous les fourreaux disposés dans des parois ou planchers séparatifs de deux locaux privatifs, l'espace entre le tuyau et le fourreau devra être calfeutré par un matériau souple adéquat assurant l'isolement phonique.

Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc.... l'Entrepreneur devra veiller à respecter la valeur d'isolement phonique de la paroi concernée.

Il devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine de l'isolement phonique de la paroi.

Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc.... l'Entrepreneur veillera à reconstituer systématiquement le degré coupe-feu des parois.

Il utilisera des matériaux de calfeutrement ayant une classe de réaction au feu M0 (Euroclasse A1) à justifier par procès-verbal d'essais.

L'Entrepreneur veillera rigoureusement à l'étanchéité à l'air de ses ouvrages et des liaisons de ses ouvrages avec les ouvrages contigus. Des points d'arrêts pourront être exigés par le Maître d'œuvre. Des essais d'étanchéité à l'air pourront être effectués, l'Entrepreneur devra reprendre les éventuels dysfonctionnements jusqu'à obtention des résultats attendus

2.3.2 Coordination avec les autres corps d'état

L'opérateur entretiendra une étroite coordination avec les différents lots techniques, pour l'implantation des ouvrages, réglage des hauteurs sous-plafonds, etc...

- Menuiseries extérieures : réglage HSP
- Menuiseries intérieures : réglage HSP
- Electricité : sujétions pour passage gaines et fileries, sujétions pour implantation et pose des luminaires suivant calepinage,
- Sanitaires / plomberie : sujétions pour passage de canalisations
- Chauffage / ventilation /climatisation : sujétions pour passage de canalisations, pour implantation et pose de matériels (bouches, cassettes, etc.) (listing non exhaustif)

Tous les travaux supplémentaires afférents à un manque de coordination avec ces derniers resteront à la charge du présent lot.

2.4 Nature et composition du prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire. Le prix remis par l'entreprise lors de sa proposition sera établi en tenant compte de toutes les sujétions, accessoires et prestations complémentaires nécessaires au parfait achèvement des travaux suivant les règles de l'art, le présent descriptif n'étant pas limitatif.

Sont notamment inclus :

- Les protections provisoires de toutes natures, entre autres pour la sécurité du chantier : l'opérateur devra prévoir la mise en œuvre des dispositifs de sécurité ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation complète de tous les ouvrages prévus à son marché y compris tout engin de levage ou travaux public nécessaires aussi bien en phase d'approvisionnement à pied d'œuvre qu'en phase travaux définitive. Tous les dispositifs de protection de sécurité individuelle ou collective,
- L'enlèvement des gravats et le nettoyage soigné du chantier pendant toute la durée de l'intervention afin de garder toute zone d'intervention propre,
- La main d'œuvre et fournitures nécessaires pour toutes reprises, finitions, vérifications, réglages, etc...,
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc... nécessaires pour respecter les délais d'exécution prévus au planning transmis à ce présent DCE,
- Tous les frais inhérents au gardiennage (si le titulaire le juge nécessaire) durant leur période de stockage et pendant toute la durée des travaux jusqu'à la réception des travaux,
- Tous les travaux visant à assurer la sécurité des utilisateurs du site pendant toute la durée des travaux (protection et balisage de la zone d'intervention),
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception des travaux,
- Les dépenses relevant des mesures d'intérêt commun : voir le CCAP,
- Les études et plans d'exécution propres à l'entreprise,

CCTP LOT SOL PVC

- Les frais éventuellement mentionnés dans le CCAP,
- Les frais d'essais des matériaux et matériels,
- Les frais de brevets, de marques ou modèles déposés,
- Tout autre frais nécessaire à la réalisation parfaite et complète des travaux,
- Les taxes et les charges découlant de la législation en vigueur ainsi que les charges découlant de la loi du 4 janvier 1978 sur l'assurance construction.

Cela comprend aussi :

- Toutes les sujétions pour ouvrages provisoires éventuels, nécessaires à la poursuite des travaux suivant l'ordonnancement induit par le calendrier et le maintien maximal du fonctionnement du site.
- Tous les ouvrages jugés nécessaires au bon achèvement des ouvrages décrits. Le bon achèvement étant entendu comme le respect des obligations réglementaires et programmatiques fixées par le présent marché.
- Le contrôle des quantités avec les plans et les méthodologies de mises en œuvre.
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la réalisation des installations proposées.
- L'amenée, l'établissement, le repliement et l'enlèvement de tous les appareils, engins nécessaires à la réalisation des installations.
- Les frais de location, d'entretien, de réparation, d'assurance de ce matériel, la main-d'œuvre, les dépenses d'énergie et de matières consommables.
- Les frais de nettoyage journalier, le chantier devant être en parfait état de propreté.
- L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet. Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure des tâches.

Avant chaque démarrage de phase, le titulaire du présent lot diffusera une demande de Permis Travaux aux services du CHU (Modèle joint au présent marché).

2.5 Matériaux et marque commerciale

Tous les matériaux fournis et mis en œuvre par l'opérateur économique devront être conformes aux normes françaises en vigueur quand elles existent ou posséder un avis technique du C.S.T.B.

A défaut, ils devront avoir fait l'objet d'analyses ou d'essais permettant de connaître parfaitement leurs caractéristiques et leurs performances.

Les caractéristiques techniques mentionnées dans le présent CCTP sont à considérer comme des valeurs minimales, pour la détermination des caractéristiques des matériaux retenus.

Lorsqu'un opérateur économique proposera des produits ou matériaux équivalents, il devra joindre obligatoirement la fiche technique complète correspondante permettant à l'établissement de juger des performances et qualités de ces matériaux ou produits avant acceptation et toute mise en œuvre.

2.6 Normes et DTU

Les travaux et fournitures du présent lot seront, dans tous les cas où les dispositions du présent document ne leur sont pas contraires, à réaliser conformément aux textes et documents énumérés ci-après. Le titulaire du présent marché est réputé connaître dans leur totalité les documents réglementaires et techniques applicables aux travaux du présent marché.

Réglementation générale :

L'entrepreneur devra impérativement respecter toutes les prescriptions, spécifications et autres de cette réglementation applicable aux travaux de son lot :

- Code civil
- Code de la construction et de l'habitation
- Code des communes
- Code de la santé publique
- Code de l'environnement
- Code du travail
- Tous les autres codes applicables
- Règlement sanitaire national et/ou départemental
- Réglementation sécurité incendie
- Textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier
- Textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux

Procédés et produits de techniques non courantes :

- Avis techniques
- Procédure Atex

Réglementation technique :

- Au CCTG dit Cahier des Charges DTU.
- Au présent CCTP, Cahier des Clauses Techniques Particulières.
- Aux normes Françaises de l'AFNOR, classe bâtiment et en particulier code des conditions minima qui en font partie.
- Aux prescriptions des avis techniques en cours de validité pour les travaux non traditionnels.
- Aux prescriptions des fabricants.
- Aux règles techniques du bâtiment en vigueur à la date d'exécution.
- Aux règles d'ordre public, administratif ou d'intérêt général publiées par décret.
- Respects des labels.
- Aux certificats d'agrément et avis techniques du CSTB.
- Au plan général de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (PGCSPS).
- Textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché.

Les travaux et fournitures du présent lot devront, dans tous les cas, être conformes :

- Aux DTU en vigueur à la date de la soumission, les nouveaux seront appliqués au fur et à mesure de leur parution conformément aux termes du CCG
- DTU 36.2 – Menuiseries intérieures bois
- Aux avis techniques dont ils font l'objet
- A l'ensemble des Normes Françaises de l'AFNOR se rapportant aux ouvrages du présent lot, les nouvelles le seront au fur et à mesure de leur parution
- Aux conditions imposées par les Services de Sécurité et Incendie (nationaux, départementaux) par l'Inspection du Travail, par la Sécurité Sociale (Direction des Accidents du Travail) et l'ensemble des prescriptions du coordonnateur SPS

- Tous les matériaux nouveaux devront être couverts par l'avis technique du CSTB, à défaut, l'entreprise devra souscrire une assurance particulière et disposer d'un cahier de charge approuvé.

Toutes ces règles seront celles applicables aux Établissements Hospitaliers Publics.

Cette liste n'est pas limitative, tous règlements, décrets et arrêtés concernant les installations de ce lot seront respectées.

En cas de contradiction ou d'incompatibilité entre les différents règlements énumérés ci-dessus et le devis descriptif, la priorité sera toujours donnée à la réglementation que l'entrepreneur s'engage à observer de façon stricte (en accord avec le bureau de contrôle) même si elle correspond pour lui à la solution la plus onéreuse.

Procédés et produits de techniques non courantes :

- Avis techniques
- Procédure Atex

Normes Françaises - Avis Techniques :

L'ensemble des Normes Françaises et avis techniques définissant les produits entrant dans l'exécution des travaux du présent lot.

Textes techniques et réglementaires :

En complément des DTU et normes françaises, l'ensemble des textes techniques et réglementaires en vigueur devront être respectés par le titulaire du présent lot et notamment :

- Eurocodes
- CPT - Documents généraux d'Avis Techniques
- Méthodes de calcul et règles d'applications de la RT
- Règles de l'art Grenelle Environnement 2012
- Règles et recommandations professionnelles
- Cahiers du CSTB
- Guides Techniques du CSTB
- Éditions du CSTB (guides pratiques, guide pratique développement durable, ...)

Accessibilité handicapée :

ERP situés dans un cadre bâti existant : bâtiments existants

Les travaux du présent lot seront réalisés en respectant et en prenant en compte les dispositions :

- De la loi n°2005-102 du 11 février 2005 et de la circulaire interministérielle n° DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation
- Du décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014
- De l'arrêté du 8 décembre 2014

Les travaux du présent lot seront réalisés en respectant et en prenant en compte les dispositions :

- De la loi n°2005-102 du 11 février 2005 et de la circulaire interministérielle n° DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation
- Du décret n°2006-555 du 17 mai 2006

- De l'arrêté du 1er août 2006
- De l'arrêté du 20 avril 2017, applicable à partir du 1er juillet 2017.

Réglementation concernant la santé et la sécurité des ouvriers sur le chantier :

Pour la réglementation concernant :

- La sécurité et la protection de la santé sur le chantier
- La sécurité des ouvriers contre les chutes
- La protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante

L'entrepreneur se reportera à la législation en vigueur.

Réglementation concernant les déchets et les bruits de chantier :

Déchets de chantier / déchets courants :

- Directive cadre européenne 2008/98/CE
- Nomenclature déchets : annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement
- Principe de responsabilité du producteur de déchets : art. L. 541-2 et L. 541-23 du Code de l'environnement
- Principe de responsabilité élargie du producteur (REP) : art. L. 541-10 du Code de l'environnement
- Collecte et transport de déchets, déclaration préfecture : art. R. 541-50 du Code de l'environnement
- Bordereaux de traçabilité des déchets : art. R. 541-45 du Code de l'environnement
- Registre déchets : arrêté du 29 février 2012
- Obligations liées aux emballages : art. R. 543-66 à R. 543-74 du Code de l'environnement
- Diagnostic déchets avant démolition : décret du 31 mai 2011 et arrêté du 19 décembre 2011
- Plans départementaux de prévention et de gestion des déchets du BTP : art. L. 541-14-1 du Code de l'environnement
- Transfert transfrontalier de déchets : note de synthèse du ministère et Règlement du 14 juin 2006

Déchets dangereux :

- Collecte et transport de déchets dangereux : arrêté du 29 mai 2009
- Obligation de caractérisation des déchets et d'emballage des déchets dangereux : Ordonnance du 17 décembre 2010
- Transit, regroupement ou tri des déchets dangereux : ICPE 2718

Il y a lieu de vérifier les textes en vigueur (changements fréquents)

Bruits de chantier :

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet

- Article R. 1334-36 du Code de la santé publique concernant « les chantiers de travaux publics ou privés, ou les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation.
- Article R. 1337-6 du Code de la santé publique, concernant « les bruits de voisinage résultant des chantiers de travaux publics ou privés » qui sanctionne les infractions suivantes :

Le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes concernant soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements

Ordre de préséance :

Au sujet des D.T.U., normes et autres textes visés ci-avant, il est ici bien précisé qu'en cas de discordance entre les spécifications, prescriptions et descriptions ci-après du présent C.C.T.P. et celles des documents ci-avant, l'ordre de préséance sera celui énoncé au cahier des clauses administratives particulières.

Toutes les prescriptions des documents techniques unifiés (D.T.U.), Normes et règlements seront strictement appliquées pour l'exécution des travaux. L'opérateur économique devra se reporter aux textes officiels et à la synthèse de ces documents diffusés par le C.S.T.B. dans le R.E.E.F.

Il devra se conformer aux normes concernant ses ouvrages quant à la résistance et à la tenue dans le temps.

L'ensemble des produits ou systèmes devra faire l'objet d'un Avis Technique.

Sont donc notamment applicables :

- Les normes françaises et européennes Homologuées (NF-EN) et documents de références et en particulier les règles NV65 et N84 :
- Les règles d'exécution des DTU,
- Les règles BAEL, ainsi que les normes ou autres documents en vigueur à l'établissement du présent cahier.

2.7 Coordination

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent lot devra :

- Travailler en bonne intelligence avec les titulaires des autres lots dans le cadre de la coordination de l'ensemble du chantier,
- A aucun moment durant le chantier, le titulaire du présent lot ne pourra prévaloir d'une absence de coordination ou d'un manque de renseignements ou des plans d'exécution de sa spécialité, nécessaires aux autres corps de métier pour la poursuite de leurs travaux,
- Chaque entrepreneur devra assister personnellement aux différentes réunions et visites de chantier et y consacrer tout le temps nécessaire,
- En cas d'empêchement, il devra se faire remplacer par un collaborateur qualifié au courant du chantier et ayant pouvoir de signature pour engager son entreprise,
- Les absences à ces réunions seront sanctionnées selon les précisions du CCAP.

2.8 Sécurité et Protection de la santé

Le décret du 20 février 1992 (*J.O. du 22 février 1992*) ainsi que la circulaire prise en application de ce décret, en date du 18 mars 1993, sont applicables au présent marché.

Le titulaire doit prendre pour chacune de ces interventions toutes les mesures d'ordre et de sécurité, propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'établissement.

Concernant l'amiante, l'établissement remettra au titulaire les fiches récapitulatives des dossiers techniques amiante (DTA) ainsi que tous les repérages avant travaux qu'il aura pu faire sur les installations, objet du présent marché. L'établissement devra les compléments si nécessaires. Reste de la responsabilité du titulaire d'alerter l'établissement s'il pense identifier un matériau susceptible de contenir de l'amiante non repéré.

Un plan de prévention sera élaboré et notifié au prestataire à l'issue de la notification du présent marché

2.9 Nettoyage du chantier

L'opérateur économique devra prévoir, dans son offre, le nettoyage du chantier pour ce qui concerne son intervention, tant en cours de travaux qu'en fin de chantier ainsi que le retrait et l'évacuation de ses protections.

L'opérateur économique devra assurer le nettoyage résultant de l'exécution de ses propres ouvrages au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux.

Ce nettoyage s'entend aussi bien en nettoyage général des ouvrages une fois terminés, qu'en nettoyage superficiel des zones ayant été occupées par les travaux (enlèvement des déchets, coupes, emballages, etc...).

Dans le cas de non-respect de ces règles, la mise en régie immédiate des nettoyages sera ordonnée par l'établissement, ces frais étant supportés par l'opérateur économique.

2.10 Dispositions relatives au chantier

Manutention - Responsabilité

- La livraison et le déchargement se définissent pour chaque ouvrage à pied d'œuvre avec toutes les protections nécessaires à leur bonne conservation jusqu'en fin des travaux.
- Les matériaux stockés sur le chantier seront placés sous la responsabilité de l'opérateur économique intéressé. Une mise en place d'une protection contre le vol reste à l'appréciation et à la charge de l'opérateur économique.
- Responsabilité de l'opérateur économique vis-à-vis des vols, dégradations, détériorations quels qu'ils soient et qui pourraient survenir durant la période complète d'exécution c'est-à-dire depuis le démarrage des travaux, date de notification du marché, jusqu'à la réception effective des ouvrages.

Protection des ouvrages

L'opérateur économique, lors de l'exécution de ses travaux, devra prendre toutes dispositions et précautions pour assurer une protection efficace des lieux afin d'éviter des causes de détérioration ou des salissures à ces ouvrages.

Faute par lui de se conformer à cette prescription, il en subira toutes les conséquences.

L'opérateur économique devra assurer, par tout moyen à sa convenance et sous sa responsabilité, la protection de ses ouvrages en cours de travaux. Ces protections devront avoir été enlevées pour la fin du chantier.

Plan d'installation de chantier

Une zone de stockage des matériaux sera proposée par l'opérateur économique, et validée par l'établissement en accord avec les occupants du site, elle sera notée dans le plan de prévention. Celle-ci permettra un approvisionnement total du chantier en toute sécurité.

2.11 Travaux avec incidences sur l'existant

2.11.1 Permis de travaux (PT)

Les Permis de Travaux sont obligatoires pour tous les travaux.

Les Permis de Travaux ont pour but :

- De définir les incidences sur l'activité hospitalière,
- De planifier (date, heure) les travaux,
- De mettre en place la prévention des risques liés à l'intervention (aspergillaires, amiante, routiers,),
- De coordonner les interventions Entreprise avec les contraintes de continuité de service en milieu hospitalier.

2.11.2 Demande d'autorisation de stockage (DAS)

Les Demandes d'Autorisation de Stockage sont obligatoires pour toute demande de stockage provisoire.

Les Demandes d'Autorisation de Stockage ont pour but :

- De réserver une zone, un local en vue d'y entreposer des outils, des matériaux, des équipements, ou pour des livraisons spécifiques,
- De permettre la gestion des flux ainsi que les dates et heures d'accès au site (moyens de levages, livraisons spécifiques),
- De permettre au service sécurité/sûreté de libérer des zones de stationnement,
- De permettre la vérification de la compatibilité entre les surcharges admissibles par dalle dans la zone demandée avec les surcharges estimées du volume stocké,
- De permettre la vérification de la compatibilité des volumes stockés avec la réglementation incendie (pouvoir calorifique, ...).

2.11.3 Fiche d'Agrément matériels et matériaux (FAM)

Les objectifs de ces fiches sont les suivants :

- Permettre à l'entreprise de proposer des matériaux / matériels à la Maîtrise d'œuvre et à la Maîtrise d'ouvrage,
- Permettre au Contrôleur Technique et au CSPS de donner un avis sur les FAM avant validation définitive.

2.11.3.1 *Principe de diffusion*

L'entreprise établit la FAM et la diffuse à la Maîtrise d'œuvre., la FAM comprend :

- La trame « Excel » fournie au DCE remplie,
- La documentation des équipements, matériels ou matériaux
- Les PV de conformité aux normes,
- Les fiches de données et de sécurité.

L'entreprise diffuse la FAM à la Maîtrise d'œuvre au format .xlsx.

La Maîtrise d'œuvre valide ou refuse la FAM en fonction de la conformité au DCE

- Si la FAM est refusée, la Maîtrise d'œuvre retourne la FAM à l'entreprise (étape1)
- Si la FAM est acceptée par la Maîtrise d'œuvre avec ou sans observation, la Maîtrise d'œuvre diffuse la FAM :
 - Soit directement au Maître d'ouvrage,
 - Soit au CT et ou au CSPS pour les matériaux / matériels concernés
 - Si la FAM est validée par le CT et / ou le CSPS, ces derniers la retourne à la Maîtrise d'œuvre qui la retransmet au Maître d'ouvrage (étape 3.2.1).

Réception de la FAM par le Maître d'ouvrage

A réception de la FAM, le Maître d'ouvrage valide ou refuse la FAM puis la retourne à la Maîtrise d'œuvre (format .xlsx) :

- Si la FAM est acceptée sans observation, elle est considérée comme validée
- Si la FAM est acceptée avec observations, elle est considérée comme validée mais les observations sont à prendre en compte
NB : ce paragraphe vaut pour l'ensemble des observations : MOE, CT, CSPS et MOA
- Si la FAM est refusée, l'entreprise est chargée de proposer un produit équivalent répondant aux exigences du Maître d'ouvrage (étape 1)

La Maîtrise d'œuvre retourne la FAM (format PDF) à l'entreprise avec l'ensemble des pièces jointes.

Gestion - Suivi

La gestion et le suivi des FAM sont assurés par la Maîtrise d'œuvre.

2.11.4 Dimensionnement des moyens

L'Entrepreneur mettra en place les moyens matériels et humains en vue de respecter le délai contractuel et adaptera ses méthodes de chantier en conséquence, sans incidence de prix. Les modes opératoires et la méthodologie seront coordonnés par le Maître d'œuvre pendant la période de préparation avec l'Entrepreneur, éventuellement recadrés pendant le chantier.

2.11.5 Délai d'exécution

L'Entrepreneur se reportera au calendrier général et à l'acte d'engagement L'exécution des ouvrages en phases multiples, d'une part, et l'affectation sur le chantier d'équipes renforcées à certains moments, d'autre part, ne sauraient entraîner de supplément au prix forfaitaire.

2.12 Charte graphique

La charte graphique du CHU est jointe en annexe au présent CCTP.

Elle sera obligatoirement respectée lors de l'établissement des DOE.

Tout manquement sur la structure et la composition des fichiers et plans entraînera le refus du DOE par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage

2.13 Réception des travaux

La réception de travaux sera prononcée après constatations :

- de la remise en état de toutes les installations, du nettoyage général du chantier ;
- de la parfaite exécution des prestations commandées ;
- conformément aux dispositions de la lettre de consultation, le paiement de la facture de solde vaudra réception.

2.14 Dossier DOE

L'opérateur du présent lot établira un dossier conforme à l'exécution des ouvrages (D.O.E.) comprenant notamment :

- la liste des plans de récolement,
- les plans de récolement des ouvrages au format dwg et pdf,
- les plans et schémas de recollement mettant en évidence les modifications par rapport aux plans d'exécution :
- le cahier du matériel installé avec :
 - o les marques,
 - o les types,
 - o les références,
 - o le fournisseur (nom, adresse, téléphone...),
 - o la localisation et les quantités installées,
 - o les notices de maintenance et de mise en service,
 - o la documentation technique,
 - o pour chaque matériel, les notices détaillées de mise en service et de maintenance émanant des constructeurs, avec copie des certificats de garantie et, le cas échéant, copie d'épreuve ou essais réglementaires
 - o des instructions de marche simples, mais précises et détaillées, sur la conduite et

l'entretien des installations (notice d'exploitation)

- un schéma de principe des nouvelles installations sur lequel tous les organes seront repérés. Ce document, approuvé par le Maître d'Œuvre sera plastifié et encadré, puis apposé dans les locaux techniques
- des fiches techniques faisant apparaître les résultats des réglages et essais de toute nature

- le tableau de périodicité des interventions de maintenance sur le matériel,
- les certificats de garantie des équipements,
- les certificats de mise en service,
- les P.V. d'essais et contrôle,

L'Entrepreneur devra fournir tout autre document pouvant faciliter l'exploitation et la maintenance de l'installation.

3 PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES PRODUITS ET MATERIAUX : SOLS MINCES

3.1 Réglementation européenne, marquage CE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs.

Elles sont applicables aux travaux du présent marché pour toutes celles qui ont été transposées.

Le Règlement produit de construction (RPC) s'applique à un produit de construction s'il a été ou s'il est mis à disposition, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit) et si le produit est couvert par une norme européenne harmonisée, publiée par la Commission européenne au Journal officiel de l'UE, ou si une Évaluation technique européenne a été délivrée pour le produit à la demande du fabricant pour ce produit.

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées qui sont :

- Les normes harmonisées
- Les documents d'évaluation européens

L'entrepreneur devra s'assurer que les produits mis en œuvre soumis au RPC et/ou autres directives " nouvelle approche " bénéficient d'un marquage CE.

3.2 Produits et procédés innovants

Dès qu'ils sortent du contexte des techniques " traditionnelles ", les constructeurs doivent établir avec leurs partenaires et leurs assureurs un niveau de confiance suffisant, tenant compte des caractéristiques de risques spécifiques des techniques et produits employés vis-à-vis des ouvrages réalisés.

Nombre des évaluations volontaires ont pour objet de contribuer à l'établissement de ce niveau de confiance, sans lequel l'établissement des projets, leur conduite, leur contrôle et leur réception seraient beaucoup plus compliqués. C'est en particulier le cas de l'Avis Technique (ATec) et de l'Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX). Ainsi, les produits et procédés sous Avis Technique inscrits en

liste " verte " par la Commission Prévention Produits (C2P) de l'Agence Qualité Construction (AQC), bénéficient généralement de la part des assureurs des mêmes conditions d'assurance que celles appliquées aux domaines traditionnels, tels que ceux par exemple couverts par une norme et un DTU. L'entrepreneur devra pouvoir justifier de l'emploi de produits et procédés innovants bénéficiant d'un Avis Technique valide.

3.3 Nature et qualité des matériaux et produits en général

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages à la charge du présent lot devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits dits " non traditionnels ", non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN ou ISO, devront selon le cas :

- Faire l'objet d'un Avis technique ou d'un Agrément technique européen
- Être admis à la marque NF
- Être titulaire d'une Certification ou d'un Label

Pour les matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas ci-dessus :

- La procédure d'obtention de l'Avis technique devra être lancée par l'entrepreneur
- Dans le cas où cette procédure d'obtention de l'Avis technique exigerait un délai trop long, l'entrepreneur pourra faire appel à une autre procédure dite " procédure ATEx " (Appréciation technique d'expérimentation) qui aboutit dans un délai de l'ordre de 2 mois à compter de la date de présentation du dossier au CSTB

À défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, l'entrepreneur pourra demander à ses assureurs et au Bureau de contrôle le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit concerné, en présentant toutes justifications apportant les preuves de son aptitude à l'emploi et son équivalence.

En tout état de cause, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

Les produits " tout prêts " du commerce devront être livrés sur chantier dans leur emballage d'origine. Cet emballage comportera tous les renseignements voulus.

3.4 Spécifications particulières concernant les matériaux et produits de revêtement de sol

Matériaux de revêtements de sol :

Ces matériaux devront répondre aux caractéristiques définies ci-après au présent CCTP, et être d'un classement UPEC correspondant au classement du local à revêtir.

Les teintes et décors éventuels devront correspondre à ceux de l'échantillon retenu par le maître d'œuvre. Dans un même local, les tons devront être uniformes et aucune différence de ton, si minime soit-elle, ne sera tolérée.

Pour les matériaux en dalles, les dimensions nominales et les tolérances de calibrage seront celles

définies par les normes en vigueur, à défaut l'appréciation en reviendra au maître d'œuvre.

Adhésifs :

Les adhésifs à utiliser devront répondre à la norme NF T76-011.

Ils seront choisis obligatoirement pour chaque type de revêtement de sol, dans la liste de ceux préconisés par le fabricant du revêtement de sol.

Ils devront être compatibles avec la nature et le type d'enduit de lissage appliqué.

Le respect des qualités des adhésifs et leur utilisation conformes aux prescriptions du fabricant de l'adhésif, incombent respectivement à ce dernier et à l'entrepreneur, mais l'entrepreneur sera seul responsable envers le maître d'ouvrage.

Revêtements caoutchouc :

Pour les revêtements de sol en caoutchouc non titulaires d'un classement UPEC, il incombera à l'entrepreneur d'apporter la preuve que le revêtement caoutchouc répond aux 4 critères UPEC exigés pour le local.

À défaut, le revêtement caoutchouc sera refusé.

Thibaudes textiles :

Le choix de la thibaudes à mettre en œuvre est du ressort de l'entrepreneur.

Ce choix devra se faire entre les différents types de thibaudes textiles existant sur le marché, en fonction de leurs utilisations admises, dans les conditions précisées au DTU 53.1.

Thibaudes mousses :

Elles seront en mousse de latex ou mousse de PVC, conçues pour installations de confort et assurant une excellente isolation phonique. L'épaisseur entre 5 et 15 mm sera à définir par

- L'entrepreneur en fonction :
- Du trafic modéré ou important
- Du niveau d'isolement phonique à obtenir

Revêtements résilients :

Les revêtements considérés sont ceux constitués d'une ou plusieurs couches compactes.

Les exigences concernent l'épaisseur totale et l'épaisseur de la couche d'usure ; elles sont fonction de la structure du revêtement et du taux de charges qui composent sa couche d'usure.

- Revêtements au plus moyennement chargés (groupes d'abrasion T, P ou M) :
 - o Épaisseur totale nominale < 2,00 mm
 - o Épaisseur nominale couche d'usure □ 0,70 mm (groupe T), □ 1,00 (groupe P), □ 1,5 (groupe M)
- Revêtements fortement chargés (groupe abrasion F) :
 - o Épaisseur totale nominale □ 2,5 mm
 - o Épaisseur nominale couche d'usure □ 2,00 mm

La détermination de l'épaisseur totale moyenne en laboratoire est réalisée conformément à la norme NF EN ISO 24346, celle de l'épaisseur moyenne de la couche d'usure conformément à la norme NF EN ISO 24340.

Enduits de lissage pour recevoir sols collés :

Les produits pour enduits de lissage devront être de type adapté à la nature et à l'état du support d'une part, et à la nature et au type de revêtement de sol d'autre part.

Ces produits seront exclusivement des produits livrés prêts à l'emploi, ceux préparés sur chantier ne seront pas admis.

Les produits pour enduits de lissage devront avoir fait l'objet d'un Avis technique précisant son classement P1, P2 ou P3, classement au moins égal au classement UPEC du local à revêtir.

Le respect des qualités des adhésifs et leur utilisation conformes aux prescriptions du fabricant de l'adhésif, incombent respectivement à ce dernier et à l'entrepreneur, mais l'entrepreneur sera seul responsable envers le maître d'ouvrage.

4 PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE : SOLS MINCES

4.1 Règles de mise en œuvre des revêtements de sol

Pour tous les revêtements de sols faisant l'objet d'un Avis technique, la mise en œuvre devra être réalisée conformément aux prescriptions de cet Avis technique.

Revêtements de sols en plastiques :

Les revêtements de sols et de marches d'escaliers en plastique, ainsi que les rives et seuils, seront mis en œuvre dans les conditions précisées au DTU 53.2 et conformément aux prescriptions du fabricant.

Les revêtements en dalles plombantes en plastiques, seront, pour bénéficier pleinement de l'avantage d'amovibilité, liées au support par des produits à base de résine synthétique en dispersion permettant à la fois un non-glissement des dalles et une dépose très aisée.

Les autres revêtements de sols seront collés en plein sur le support, à simple ou à double encollage selon le type de revêtement de sol mis en œuvre. La quantité d'adhésif employée sera telle qu'elle assure une adhérence parfaite du revêtement, sans toutefois que par suite de surabondance d'adhésif, celui-ci ne reflue par les joints.

En tout état de cause, la mise en œuvre du revêtement de sol devra être réalisée conformément aux prescriptions de mise en œuvre de l'Avis technique ou à défaut suivant celles du fabricant.

Dans certains cas, en fonction de la nature du support, il sera à appliquer un primaire avant collage du revêtement.

Soudures des joints :

La soudure à froid sera à réaliser suivant les prescriptions du fabricant.

Les exigences P3 dynamiques sont satisfaites si la soudure résiste à une traction de 8 daN/cm.

La soudure à chaud doit s'effectuer 24 h après la pose.

Le traitement peut être manuel ou mécanique, avec dans les deux cas utilisation d'un cordon d'apport.

Le mode d'exécution de la soudure devra être conforme aux prescriptions du fabricant.

Pour les locaux classés E3, la remontée en plinthe avec soudure à chaud est obligatoire.

Calfatage après pose des revêtements :

Les calfatages en rives, au droit des découpes au pied des huisseries, au passage des fourreaux et tuyauteries, au droit des seuils et autres points particuliers le cas échéant devront être soigneusement réalisés.

Ces calfatages seront en mastic élastomère, compatible avec la nature du matériau de revêtement de sol.

Le mastic devra être de même ton que le revêtement de sol.

Revêtements de sols plastique dans locaux classés E 3 :

La mise en œuvre devra être réalisée conformément aux prescriptions du DTU 53.2.

Pour les revêtements de sols plastiques en pose étanche, l'entrepreneur devra avoir souscrit un avenant à sa police d'assurance pour " garantie décennale de pose "

Dispositions applicables à la pose de revêtements de sols électro-conducteurs :

Les dispositions à prendre seront celles préconisées par le fabricant des revêtements de sol antistatique, ou à défaut celles énoncées au DTU 53.2.

4.2 Prescriptions diverses concernant la mise en œuvre des revêtements de sols minces

Traçage et implantation des revêtements en dalles :

Les tracés et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupes. Les coupes inévitables devront toujours se faire en rives de revêtements.

Les alignements devront toujours être symétriques par rapport à l'axe du local.

Calepinage :

Dans le cas de calepinage, l'entrepreneur devra examiner le dessin de calepinage qui lui aura été remis par le maître d'œuvre. En cas d'observations de sa part, l'entrepreneur les fera par écrit au maître d'œuvre.

Une mise au point sera alors effectuée par le maître d'œuvre en accord avec l'entrepreneur.

L'exécution devra être réalisée avec la plus grande exactitude.

Dans le cas de dalles coupées en diagonale et assemblées pour ne plus former qu'une seule dalle, le raccord devra être parfait.

Les coupes devront être réalisées à l'aide d'outillage spécifique à ce type de travaux.

Niveau des sols finis :

Les différents revêtements de sols (carrelages, sols plastiques, etc.) devront toujours être au même niveau au droit des jonctions, et présenter un affleurement parfait.

Toutes dispositions devront être prises à ce sujet, en accord avec les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Raccords :

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur du présent lot aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les raccords de revêtements de sol au droit des passages de tuyaux ou autres, afférents aux travaux des autres corps d'état.

Dans le cas de raccords à réaliser par suite de retard d'exécution d'un corps d'état, les raccords seront effectués par le présent lot aux frais du corps d'état responsable.

Joints de dilatation :

Dans le cas où des revêtements collés seront à poser au droit des joints de dilatation, le présent lot devra les respecter lors de la pose du revêtement.

Pour l'exécution de ces joints, l'entrepreneur soumettra au maître d'œuvre avant le début des travaux, les dispositions qu'il compte prendre pour cette exécution.

Quelle que soit la solution adoptée, les joints devront être étanches aux eaux de lavage.

Couvre-joints de seuils et autres :

Dans le cas où le présent lot aura à sa charge la fourniture et pose de couvre-joints métalliques au droit des jonctions de sols de natures différentes, ceux-ci seront soigneusement coupés de longueur et ajustés dans la feuillure de l' huisserie ou du bâti. Ils seront obligatoirement disposés dans l'axe de l'épaisseur de la porte.

Ils seront fixés par vis à tête fraisée, ces vis disposées dans l'axe du couvre-joint à espacement régulier. Les têtes de vis seront toujours en métal de même aspect et traitement que le couvre-joint.

Dans le cas de couvre-joints en plastique, ceux-ci seront collés avec l'adhésif préconisé par le fabricant.

Entailles - découpes - etc. :

Toutes les entailles et découpes au droit des tuyauteries ou autres devront être très soigneusement ajustées. Tout élément comportant une découpe mal ajustée, ou fendue ou détériorée lors du découpage, sera immédiatement à remplacer.

4.3 Prescriptions d'exécution particulières, en réhabilitation

Travaux de démolition, d'arrachage et de dépose :

Les travaux de démolition, d'arrachage et de dépose de revêtements de sols devront être réalisés avec grand soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages existants conservés.

L'outillage utilisé pour ces travaux devra être adapté.

Lors des travaux de démolition ou autres dégagant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc. et par emploi d'aspirateurs si nécessaire.

Les travaux de démolition et de dépose de revêtements de sols comprendront implicitement la dépose de tous les ouvrages accessoires tels que couvre-joints ou bandes de seuils, cornières d'arrêt, couvre-joints de dilatation, etc., à l'exclusion des accessoires vissés.

Pour les ouvrages accessoires métalliques rigides fixés par vis, les déposes sont prévues séparément.

Travaux préparatoires :

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de réaliser les travaux dans les règles de l'art.

Ces travaux préparatoires seront à réaliser quels que soient les existants que l'entrepreneur aura reconnus en temps voulu.

Les travaux préparatoires comprendront également, dans le cadre du prix du marché, les travaux suivants sur les supports existants devant recevoir un revêtement de sol, soit le cas échéant :

- Arrachage des couvre-sols type " Balatum " ou autres
- Décapage de parquets vernis ou cirés et traitement pour obtenir un parement apte à recevoir le revêtement collé

Protection des revêtements neufs :

L'entrepreneur devra assurer la protection des revêtements neufs jusqu'au jour de la réception, par tous les moyens à sa convenance.

En locaux occupés, une pré-réception des travaux pourra être effectuée à la demande de l'entrepreneur.

Dans tous les cas, l'entrepreneur devra mettre en place toutes les protections nécessaires pour permettre aux occupants d'utiliser les locaux, et ce pendant la durée nécessaire.

Enlèvement des matériaux déposés et des gravois :

Les prix du marché comprendront implicitement la sortie des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport à la décharge publique à toute distance.

5 DESCRIPTION DES TRAVAUX

L'opérateur se référera aux descriptifs travaux ainsi qu'au(x) plan(s) techniques annexé(s) à la consultation.

Les dimensions sont données à titre indicatif, l'opérateur devra réaliser ses mesures pour sa fabrication.

5.1 Bâtiment Crèche – Unité des Bébés – Vert

5.1.1 Change Toilette 00-27 & vestiaire 00-27a

5.1.1.1 Dépose du sol existant

La dépose des revêtements de sols souples existants est réalisée par le titulaire du lot conformément au plan de repérage.

5.1.1.2 Enduit de ragréage

Il est prévu un enduit de ragréage de forte épaisseur pour le ragréage et le dressage des sols intérieurs pour tous types de locaux classés P2 à P4S.

Épaisseur : jusqu'à 30 mm

Classement GEV Emicode : EC1 plus

Classe d'émission dans l'air intérieur selon arrêté du 19/04/2011 : A+

Certifié CSTB

Préparation des supports :

- Élimination par grattage, ponçage de toute trace de colle, plâtre, peinture, sol et autres, pouvant nuire à la bonne adhérence du produit.
- Dépoussiérage soigné, lessivage, séchage
- Rebouchage des trous, reprise ponctuelle des sols non adhérents, (carrelage cassé.) et nivellement au droit cloisons démolies avec Weberniv dur des Ets WEBER ou équivalent
- Traitement d'éventuelle fissure sans désaffleurer par application d'un système de protection à l'eau sous carrelage
- Application au rouleau du primaire d'accrochage Weberprim RP ou équivalent

Ragréage :

- Application en une seule passe de l'enduit de ragréage ou produit de lissage, consommation moyenne 1,7 kg/m² et par mm d'épaisseur, de type Weberniv dur des Ets WEBER ou équivalent
- Application en une seule passe à l'aide d'une lisseuse en inox
- Consommation moyenne : 1,7 kg/m²/mm d'épaisseur
- Dans le cas où l'application d'une deuxième couche serait nécessaire, procéder à l'application dès durcissement de la première couche ; au-delà de 24 heures, application du primaire Weberprim RP ou équivalent
- Débullage au rouleau débulleur

Compris accessoires pour arrêt de coulage, traitement des trappes de visite, traitement des réservations au droit passage cloisons et murs démolis et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre suivant le Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs travaux neufs (Cahier CSTB n° 3634), rénovation (Cahier n° 3635) et recommandations du fabricant.

5.1.1.3 Enduit de surfacage

Il est prévu un enduit hautes performances de ragréage et de lissage des sols intérieurs pour types de locaux classés P2 à P4S

Épaisseur : 3 à 10 mm

Classe d'émission dans l'air intérieur selon arrêté du 19/04/2011 : A+

Certifié CSTB

Application :

- Une couche de régulateur de porosité de type Weberprim RP ou équivalent
- Un enduit de ragréage ou produit de lissage classé P4S, consommation moyenne 1,5 kg/m² et par mm d'épaisseur, de type Weberniv pro des Ets WEBER ou équivalent

Application en une seule passe à l'aide d'une lisseuse en inox.

Il est précisé que cette prestation de surface inclut toutes les sujétions de préparation (nettoyage du support avec un aspirateur, traitement des joints, grenaillage ponctuel des supports.)

Compris accessoires pour arrêt de coulage et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre suivant le Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs travaux neufs (Cahier CSTB n° 3634), rénovation (Cahier n° 3635) et recommandations du fabricant.

5.1.1.4 Pose revêtement Sol PVC homogène

Il est prévu la fourniture et la pose d'un revêtement de sol PVC homogène en lès de type IQ GRANIT de chez TARKETT ou équivalent

Les travaux à réaliser sont :

- La préparation du support,
- La mise en œuvre d'un enduit de lissage P3,
- Le ponçage du support,
- L'application d'un primaire,
- La mise en œuvre du revêtement à la colle selon l'avis du fabricant,

CCTP LOT SOL PVC

- La réalisation des joints soudés à chaud,
- La mise en œuvre des relevés en plinthes de 10cm avec profilé de diminution sur mur et fond de gorge.

Mise en œuvre :

La mise en œuvre doit être réalisée conformément à la norme NF P 62-203 (D.T.U. 53.2) et aux recommandations du fabricant

- Pose par collage à l'aide d'une émulsion acrylique préconisée par le fabricant,
- Marouflage soigné,
- Joints soudés à chaud avec cordon d'apport en PVC après préparation des raccords (chanfreins),
- Traitement de surface Pretexsol 2 doublement réticulé UV et laser facilitant l'entretien et évitant toute métallisation ou entretien par méthode spray pendant toute la durée de vie du matériau.

Compris coupes, chutes, arases, entailles, raccordement au droit passage tuyauterie, raccord par joint acrylique au droit seuils existants, raccords avec revêtements de sols existants conservés, et toutes sujétions de mise en œuvre et de pose.

5.1.2 Période d'intervention

Les travaux se feront durant la période travaux entre le 1er septembre 2025 et le 31 mars 2026.

5.2 Bâtiment Crèche – Unité des Moyens – Bleu

5.2.1 Change Toilette 00-11 & vestiaire 00-11a

5.2.1.1 *Dépose du sol existant*

La dépose des revêtements de sols souples existants est réalisée par le titulaire du lot conformément au plan de repérage.

5.2.1.2 *Enduit de ragréage*

Il est prévu un enduit de ragréage de forte épaisseur pour le ragréage et le dressage des sols intérieurs pour tous types de locaux classés P2 à P4S.

Épaisseur : jusqu'à 30 mm

Classement GEV Emission : EC1 plus

Classe d'émission dans l'air intérieur selon arrêté du 19/04/2011 : A+

Certifié CSTB

Préparation des supports :

- Élimination par grattage, ponçage de toute trace de colle, plâtre, peinture, sol et autres, pouvant nuire à la bonne adhérence du produit.

- Dépoussiérage soigné, lessivage, séchage
- Rebouchage des trous, reprise ponctuelle des sols non adhérents, (carrelage cassé.) et nivellement au droit cloisons démolies avec Weberniv dur des Ets WEBER ou équivalent
- Traitement d'éventuelle fissure sans désaffleurer par application d'un système de protection à l'eau sous carrelage
- Application au rouleau du primaire d'accrochage Weberprim RP ou équivalent

Ragréage :

- Application en une seule passe de l'enduit de ragréage ou produit de lissage, consommation moyenne 1,7 kg/m² et par mm d'épaisseur, de type Weberniv dur des Ets WEBER ou équivalent
- Application en une seule passe à l'aide d'une lisseuse en inox
- Consommation moyenne : 1,7 kg/m²/mm d'épaisseur
- Dans le cas où l'application d'une deuxième couche serait nécessaire, procéder à l'application dès durcissement de la première couche ; au-delà de 24 heures, application du primaire Weberprim RP ou équivalent
- Débullage au rouleau débulleur

Compris accessoires pour arrêt de coulage, traitement des trappes de visite, traitement des réservations au droit passage cloisons et murs démolis et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre suivant le Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs travaux neufs (Cahier CSTB n° 3634), rénovation (Cahier n° 3635) et recommandations du fabricant.

5.2.1.3 Enduit de surfacage

Il est prévu un enduit hautes performances de ragréage et de lissage des sols intérieurs pour types de locaux classés P2 à P4S

Épaisseur : 3 à 10 mm

Classe d'émission dans l'air intérieur selon arrêté du 19/04/2011 : A+

Certifié CSTB

Application :

- Une couche de régulateur de porosité de type Weberprim RP ou équivalent
- Un enduit de ragréage ou produit de lissage classé P4S, consommation moyenne 1,5 kg/m² et par mm d'épaisseur, de type Weberniv pro des Ets WEBER ou équivalent

Application en une seule passe à l'aide d'une lisseuse en inox.

Il est précisé que cette prestation de surface inclut toutes les sujétions de préparation (nettoyage du support avec un aspirateur, traitement des joints, grenailage ponctuel des supports.)

Compris accessoires pour arrêt de coulage et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre suivant le Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs travaux neufs (Cahier CSTB n° 3634), rénovation (Cahier n° 3635) et recommandations du fabricant.

5.2.1.4 Pose revêtement Sol PVC homogène

Il est prévu la fourniture et la pose d'un revêtement de sol PVC homogène en lès de type IQ GRANIT de chez TARKETT ou équivalent

Les travaux à réaliser sont :

- La préparation du support,
- La mise en œuvre d'un enduit de lissage P3,
- Le ponçage du support,
- L'application d'un primaire,
- La mise en œuvre du revêtement à la colle selon l'avis du fabricant,
- La réalisation des joints soudés à chaud,
- La mise en œuvre des relevés en plinthes de 10cm avec profilé de diminution sur mur et fond de gorge.

Mise en œuvre :

La mise en œuvre doit être réalisée conformément à la norme NF P 62-203 (D.T.U. 53.2) et aux recommandations du fabricant

- Pose par collage à l'aide d'une émulsion acrylique préconisée par le fabricant,
- Marouflage soigné,
- Joints soudés à chaud avec cordon d'apport en PVC après préparation des raccords (chanfreins),
- Traitement de surface Pretectsol 2 doublement réticulé UV et laser facilitant l'entretien et évitant toute métallisation ou entretien par méthode spray pendant toute la durée de vie du matériau.

Compris coupes, chutes, arases, entailles, raccordement au droit passage tuyauterie, raccord par joint acrylique au droit seuils existants, raccords avec revêtements de sols existants conservés, seuils métalliques et toutes sujétions de mise en œuvre et de pose.

5.2.2 Période d'intervention

Les travaux se feront durant la période travaux entre le 1er septembre 2025 et le 31 mars 2026.

5.3 **Bâtiment Crèche – Unité des Grands - Rouge**

5.3.1 Change Toilette 00-19 & vestiaire 00-19a

5.3.1.1 *Dépose du sol existant*

La dépose des revêtements de sols souples existants est réalisée par le titulaire du lot conformément au plan de repérage.

5.3.1.2 *Enduit de ragréage*

Il est prévu un enduit de ragréage de forte épaisseur pour le ragréage et le dressage des sols intérieurs pour tous types de locaux classés P2 à P4S.

Épaisseur : jusqu'à 30 mm

Classement GEV Emission : EC1 plus

Classe d'émission dans l'air intérieur selon arrêté du 19/04/2011 : A+

Certifié CSTB

Préparation des supports :

- Élimination par grattage, ponçage de toute trace de colle, plâtre, peinture, sol et autres, pouvant nuire à la bonne adhérence du produit.
- Dépoussiérage soigné, lessivage, séchage
- Rebouchage des trous, reprise ponctuelle des sols non adhérents, (carrelage cassé.) et nivellement au droit cloisons démolies avec Weberniv dur des Ets WEBER ou équivalent
- Traitement d'éventuelle fissure sans désaffleurer par application d'un système de protection à l'eau sous carrelage
- Application au rouleau du primaire d'accrochage Weberprim RP ou équivalent

Ragréage :

- Application en une seule passe de l'enduit de ragréage ou produit de lissage, consommation moyenne 1,7 kg/m² et par mm d'épaisseur, de type Weberniv dur des Ets WEBER ou équivalent
- Application en une seule passe à l'aide d'une lisseuse en inox
- Consommation moyenne : 1,7 kg/m²/mm d'épaisseur
- Dans le cas où l'application d'une deuxième couche serait nécessaire, procéder à l'application dès durcissement de la première couche ; au-delà de 24 heures, application du primaire Weberprim RP ou équivalent
- Débullage au rouleau débulleur

Compris accessoires pour arrêt de coulage, traitement des trappes de visite, traitement des réservations au droit passage cloisons et murs démolis et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre suivant le Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs travaux neufs (Cahier CSTB n° 3634), rénovation (Cahier n° 3635) et recommandations du fabricant.

5.3.1.3 Enduit de surfacage

Il est prévu un enduit hautes performances de ragréage et de lissage des sols intérieurs pour types de locaux classés P2 à P4S

Épaisseur : 3 à 10 mm

Classe d'émission dans l'air intérieur selon arrêté du 19/04/2011 : A+

Certifié CSTB

Application :

- Une couche de régulateur de porosité de type Weberprim RP ou équivalent
- Un enduit de ragréage ou produit de lissage classé P4S, consommation moyenne 1,5 kg/m² et par mm d'épaisseur, de type Weberniv pro des Ets WEBER ou équivalent

Application en une seule passe à l'aide d'une lisseuse en inox.

Il est précisé que cette prestation de surface inclut toutes les sujétions de préparation (nettoyage du support avec un aspirateur, traitement des joints, grenaillage ponctuel des supports.)

Compris accessoires pour arrêt de coulage et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre suivant le Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs travaux neufs (Cahier CSTB n° 3634), rénovation (Cahier n° 3635) et recommandations du fabricant.

5.3.1.4 Pose revêtement Sol PVC homogène

Il est prévu la fourniture et la pose d'un revêtement de sol PVC homogène en lès de type IQ GRANIT de chez TARKETT ou équivalent

Les travaux à réaliser sont :

- La préparation du support,
- La mise en œuvre d'un enduit de lissage P3,
- Le ponçage du support,
- L'application d'un primaire,
- La mise en œuvre du revêtement à la colle selon l'avis du fabricant,
- La réalisation des joints soudés à chaud,
- La mise en œuvre des relevés en plinthes de 10cm avec profilé de diminution sur mur et fond de gorge.

Mise en œuvre :

La mise en œuvre doit être réalisée conformément à la norme NF P 62-203 (D.T.U. 53.2) et aux recommandations du fabricant

- Pose par collage à l'aide d'une émulsion acrylique préconisée par le fabricant,
- Marouflage soigné,
- Joints soudés à chaud avec cordon d'apport en PVC après préparation des raccords (chanfreins),
- Traitement de surface Pretexsol 2 doublement réticulé UV et laser facilitant l'entretien et évitant toute métallisation ou entretien par méthode spray pendant toute la durée de vie du matériau.

Compris coupes, chutes, arases, entailles, raccordement au droit passage tuyauterie, raccord par joint acrylique au droit seuils existants, raccords avec revêtements de sols existants conservés, seuils métalliques et toutes sujétions de mise en œuvre et de pose.

5.4 Bâtiment Crèche – Unité des Grands - Orange

5.4.1 Propreté 00-49

5.4.1.1 Soudure du revêtement de Sol du mural existant

Il est prévu la réalisation de nouvelles soudures en remplacement de celles détériorées.

Au préalable pour la bonne tenue du cordon de soudure du sol, il faut prévoir un collage du revêtement de sol existant en périphérie du socle béton.

5.4.1.2 Période d'intervention

Les travaux se feront durant la période de fermeture estivale de la crèche du 28 juillet au 08 aout 2025.

5.4.2 Dortoir 1 00-47

5.4.2.1 Pose revêtement Sol PVC homogène ouverture cloison porte

Il est prévu la fourniture et la pose d'un revêtement de sol PVC homogène en lès de type IQ GRANIT de chez TARKETT ou équivalent à l'emplacement de l'ouverture de cloison réalisée pour créer la nouvelle porte.

5.4.2.2 Période d'intervention

Les travaux se feront durant la période de fermeture estivale de la crèche du 28 juillet au 08 aout 2025.

5.5 Bâtiment Crèche – Hall accueil 00-36

Le revêtement de sols souple est posé sur le carrelage existant.

5.5.1 Enduit de ragréage

Il est prévu un enduit de ragréage de forte épaisseur pour le ragréage et le dressage des sols intérieurs pour tous types de locaux classés P2 à P4S.

Épaisseur : jusqu'à 30 mm

Classement GEV Emicode : EC1 plus

Classe d'émission dans l'air intérieur selon arrêté du 19/04/2011 : A+

Certifié CSTB

Préparation des supports :

- Élimination par grattage, ponçage de toute trace de colle, plâtre, peinture, sol et autres, pouvant nuire à la bonne adhérence du produit.
- Dépoussiérage soigné, lessivage, séchage
- Rebouchage des trous, reprise ponctuelle des sols non adhérents, (carrelage cassé.) et nivellement au droit cloisons démolies avec Weberniv dur des Ets WEBER ou équivalent
- Traitement d'éventuelle fissure sans désaffleurer par application d'un système de protection à l'eau sous carrelage
- Application au rouleau du primaire d'accrochage Weberprim RP ou équivalent

Ragréage :

- Application en une seule passe de l'enduit de ragréage ou produit de lissage, consommation moyenne 1,7 kg/m² et par mm d'épaisseur, de type Weberniv dur des Ets WEBER ou équivalent

- Application en une seule passe à l'aide d'une lisseuse en inox
- Consommation moyenne : 1,7 kg/m²/mm d'épaisseur
- Dans le cas où l'application d'une deuxième couche serait nécessaire, procéder à l'application dès durcissement de la première couche ; au-delà de 24 heures, application du primaire Weberprim RP ou équivalent
- Débullage au rouleau débulleur

Compris accessoires pour arrêt de coulage, traitement des trappes de visite, traitement des réservations au droit passage cloisons et murs démolis et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre suivant le Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs travaux neufs (Cahier CSTB n° 3634), rénovation (Cahier n° 3635) et recommandations du fabricant.

5.5.2 Enduit de surfacage

Il est prévu un enduit hautes performances de ragréage et de lissage des sols intérieurs pour types de locaux classés P2 à P4S

Épaisseur : 3 à 10 mm

Classe d'émission dans l'air intérieur selon arrêté du 19/04/2011 : A+

Certifié CSTB

Application :

- Une couche de régulateur de porosité de type Weberprim RP ou équivalent
- Un enduit de ragréage ou produit de lissage classé P4S, consommation moyenne 1,5 kg/m² et par mm d'épaisseur, de type Weberniv pro des Ets WEBER ou équivalent

Application en une seule passe à l'aide d'une lisseuse en inox.

Il est précisé que cette prestation de surface inclut toutes les sujétions de préparation (nettoyage du support avec un aspirateur, traitement des joints, grenaillage ponctuel des supports.)

Compris accessoires pour arrêt de coulage et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre suivant le Cahier des Prescriptions Techniques d'exécution des enduits de lissage des sols intérieurs travaux neufs (Cahier CSTB n° 3634), rénovation (Cahier n° 3635) et recommandations du fabricant.

5.5.3 Pose revêtement Sol PVC homogène

Il est prévu la fourniture et la pose d'un revêtement de sol PVC homogène en lès de type IQ GRANIT de chez TARKETT ou équivalent

Les travaux à réaliser sont :

- La préparation du support,
- La mise en œuvre d'un enduit de lissage P3,
- Le ponçage du support,
- L'application d'un primaire,
- La mise en œuvre du revêtement à la colle selon l'avis du fabricant,
- La réalisation des joints soudés à chaud,
- La mise en œuvre des relevés en plinthes de 10cm avec profilé de diminution sur mur et fond de gorge,

CCTP LOT SOL PVC

- La mise en œuvre de seuils afin de compenser la différence de hauteur entre le hall et les locaux adjacents.

Mise en œuvre :

La mise en œuvre doit être réalisée conformément à la norme NF P 62-203 (D.T.U. 53.2) et aux recommandations du fabricant

- Pose par collage à l'aide d'une émulsion acrylique préconisée par le fabricant,
- Marouflage soigné,
- Joints soudés à chaud avec cordon d'apport en PVC après préparation des raccords (chanfreins),
- Traitement de surface Pretecsol 2 doublement réticulé UV et laser facilitant l'entretien et évitant toute métallisation ou entretien par méthode spray pendant toute la durée de vie du matériau.

Compris coupes, chutes, arases, entailles, raccordement au droit passage tuyauterie, raccord par joint acrylique au droit seuils existants, raccords avec revêtements de sols existants conservés, seuils métalliques, et toutes sujétions de mise en œuvre et de pose.

5.5.4 Période d'intervention

Les travaux se feront durant la période de fermeture estivale de la crèche du 28 juillet au 08 aout 2025.